



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2026-DCPATE-177

**modifiant l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19 novembre 2015 autorisant la société CTCV à exploiter la Carrière de la Roche-Guillaume sur le territoire des communes de Landevieille et Saint-Julien des Landes
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19 novembre 2015 autorisant la société Carrières et Travaux de la Côte Vendéenne (CTCV) à étendre et proroger l'activité de la carrière de La Roche-Guillaume sur les territoires des communes de Landevieille et Saint-Julien-des-Landes ;

Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2024-DCPATE-66 du 22 février 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCPATE-1-97 du 29 mars 2024 prescrivant notamment la réalisation d'une étude de compatibilité du rejet aqueux de la carrière au milieu sous 14 mois et sous 20 mois une étude technico-économique concernant le dispositif de traitement adéquate pour atteindre les valeurs établies dans l'étude de compatibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-DCPATE-124 du 22 avril 2025 modifiant notamment le suivi environnemental de la carrière de la Roche Guillaume ;

Vu les actes des 4 juin 2018, 18 septembre 2018, 2 juin 2021 et 24 juin 2024 ;

Vu l'étude de compatibilité du milieu transmise au préfet le 2 juin 2025 et complétée le 23 septembre 2025 ;

Vu l'étude technico-économique transmise au préfet le 14 novembre 2025 ;

Vu le rapport SOCOTEC sur le débit de rejet à l'étiage du 12 janvier 2026 transmis le 16 janvier 2026 par la société CTCV ;

Vu le rapport SOCOTEC sur le débit de rejet à l'étiage du 25 février 2026 transmis le 25 février 2026 par la société CTCV ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 27 mars 2026 ;

Vu le courrier préfectoral adressé le 16 avril 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler sous 15 jours ses éventuelles observations sur le projet d'arrêté complémentaire ;

Vu le courrier de l'exploitant du 04 mai 2026 portant à la connaissance du préfet les remarques rédactionnelles concernant le projet d'acte sans modification sur le fond des prescriptions ;

Considérant que la carrière est touchée par le phénomène de drainage acide ;

Considérant que tout rejet d'eau vers le ruisseau de l'Edmondière doit être interdit ;

Considérant que les eaux en provenance de la carrière doivent être contrôlées avant rejet vers l'extérieur ;

Considérant qu'en moyenne sur l'année 2024 le débit de rejet a été de 58 m³/h et que les débits ont variés entre 9,7 m³/h (mai 2024) et 130 m³/h (février 2024) ;

Considérant que l'étude de compatibilité du milieu conclut que « *les analyses et données collectées ont mis en lumière un dépassement du seuil du bon état sur de nombreux éléments, en aval du rejet mais aussi en amont. C'est le cas pour le Jaunay en amont du lac, de la Roche Guillaume et de l'Edmondière pour l'Arsenic, le Cadmium, le cuivre, le manganèse, le Nickel et le Zinc.*

Au regard de cette impossibilité d'atteinte des seuils du bon état (Norme de Qualité Environnementales – NQE) pour les éléments traces métalliques (ETM), il a été choisi des valeurs de concentration dans le milieu atteignables, selon les valeurs guides de l'agent préleveur (OFB) » ;

Considérant que les valeurs limites d'émission proposées permettent au flux rejeté par la carrière d'être compatible avec l'usage d'eau potable du Jaunay en période très sèche de ce dernier, tant en considérant un rejet d'exhaure moyen durant ces périodes (18 m³/h) qu'en considérant le débit nominal de la pompe de rejet (130 m³/h) sauf pour le fer et le manganèse.

Considérant que pour le fer et le manganèse le dépassement des seuils en amont du Jaunay pour ces deux paramètres est déjà trop important pour que le rejet, bien que de meilleure qualité que le Jaunay, ne puisse diluer la teneur de ces éléments traces métalliques ;

Considérant qu'au vu du contexte local et des facteurs de sécurité pour de tels calculs, l'étude propose de limiter les débits de rejet d'eau de la carrière selon la périodicité suivante :

- hors étiage du Jaunay (octobre à juin) : 130 m³/h,
- en période d'étiage du Jaunay (juillet à septembre) : 50 m³/h ;

Considérant que l'étude technico-économique établie en vue d'identifier les moyens nécessaires pour atteindre les valeurs limites proposées par l'étude de compatibilité retient l'utilisation du lait de chaux afin de neutraliser les rejets acides jusqu'à un pH de 8,5 ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé à mettre en place :

- un dispositif automatique d'asservissement du rejet au pH.
- un traitement au lait de chaux (avec livraison du lait de chaux déjà préparé) sous 10 mois.

Considérant que le dispositif de traitement au lait de chaux permettra d'abattre la plupart des éléments traces métalliques, à l'exception du manganèse et de l'aluminium, qui ne peuvent être complètement abattus dans ces conditions ;

Considérant que l'étude technico-économique montre que ce traitement au lait de chaux ne permet pas pour des raisons techniques (surfaces insuffisantes) et chimiques (inefficacité d'un traitement en cascade sur l'ensemble des polluants) d'abattre avec autant d'efficacité le manganèse et l'aluminium, et de que de fait il est nécessaire d'adapter les valeurs limites à 500 µg/l pour le manganèse et à 320 µg/l pour l'aluminium ;

Considérant que l'étude d'écotoxicité montre aux valeurs limites d'émission (VLE) retenues et à un pH de 8,5 une absence d'impact les organismes aquatiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement suite aux études susmentionnées ;

Considérant qu'avec ces mesures l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences susvisé n'a plus lieu d'être ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Conformité au dossier de modifications

La société Carrières et Travaux de la Côte Vendéenne (CTCV) dont le siège société se situe zone artisanale de l'Oie, 3 rue des artisans, à L'OIE (85140), doit respecter les prescriptions complémentaires ci-dessous dans la cadre de l'exploitation de la carrière de La Roche-Guillaume sur les communes de Landevieille et Saint-Julien-des-Landes.

Article 2. Modification des actes antérieures

Article 2.1. Arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 22 février 2024

L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2024-DCPATE-66 du 22 février 2024 est abrogé.

Article 2.2. Nature des modifications

L'arrêté préfectoral précité du 19 novembre 2015 dans sa version consolidée, modifiée et complétée par l'arrêté complémentaire n°2024-DCPATE-1-97 du 29 mars 2024, et complété par l'arrêté complémentaire n°2025-DCPATE-124 du 22 avril 2025 est ainsi modifié :

Article de l'arrêté consolidé du 19 novembre 2015	Type de modification	Article du présent arrêté
4.3.2- tiret 1	Abrogation	2.3.1
5.2.2-§2	Annule et remplace	2.3.2
5.2.3 - tableau	Annule et remplace	2.3.3
5.2.5.8	Ajout	2.3.4
5.2.5.9	Ajout	
5.2.5.10	Ajout	

Article 2.3. Prescriptions modifiées

Article 2.3.1. Apport d'eau vers l'Edmondière et le milieu hydrologique

Le premier tiret de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2015 dans sa version consolidée est abrogé.

Article 2.3.2. Ajout d'un dispositif de traitement au circuit de gestion des eaux de la carrière

Le paragraphe 2 de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2015 dans sa version consolidée est ainsi remplacé :

« Les eaux sont gérées de la manière suivante :

Pour la fosse Est, les eaux s'infiltrant ou sont regroupées avec les eaux captées par la fosse Ouest dans un bassin en fond de la fosse Ouest.

Les eaux ainsi regroupées sont ensuite dirigées dans un bassin de décantation et rejoignent le puisard au fond de la fosse Ouest.

Les eaux sont par la suite pompées puis traitées par un dispositif adapté aux rejets à tendance acide, orientées vers un séparateur d'hydrocarbures puis dirigées vers le bassin en place au Nord du site avant le rejet vers le milieu extérieur identifié à l'article 5.2.4.

Le dispositif de traitement est automatisé au plus tard le 30 octobre 2026.

Tout rejet d'eau de la carrière vers le ruisseau de l'Edmondière est interdit.»

Article 2.3.3. Valeurs limites d'émission des paramètres de base

Le tableau de l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2015 dans sa version consolidée est ainsi remplacé : «

Paramètre	Code SANDRE	VLE	Flux maximal autorisé hors étiage en kg/j	Flux maximum autorisé à l'étiage en kg/j
Période	-	Toute l'année	Octobre à juin	Juillet à septembre
Débit maximal autorisé	-	-	130 m ³ /h	50 m ³ /h
Température	-	<30°C	-	-
pH	1302	5,5-8,5	-	-
Modification de couleur du milieu récepteur	1309	100 mg/Pt/l	-	-
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	30 mg/l	93,6	36
Matières en suspensions totales (MEST)	1305	<35 mg/l	<109,2	42
Hydrocarbures totaux	7009	<10 mg/l	-	-

»

Article 2.3.4. Valeurs limites d'émission des paramètres complémentaires

Les articles 5.2.5.8 à 5.2.5.10 sont ainsi créés au sein de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2015 dans sa version consolidée :

« Article 5.2.5.8 - Valeurs limites d'émission sur les rejets aqueux pour les paramètres complémentaires

En complément des valeurs de l'article 5.2.3, l'exploitant respecte à compter du 30 octobre 2026 les valeurs limites et flux ci-dessous pour les paramètres complémentaires prévus à l'article 5.2.5.7 pour le rejet aqueux de la carrière vers le milieu extérieur identifié à l'article 5.2.4.

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite d'émission	Flux maximal autorisé hors étiage en kg/j	Flux maximum autorisé à l'étiage en kg/j
Période	-	Toute l'année	Octobre à juin	Juillet à septembre
Débit maximal autorisé	-	-	130 m ³ /h	50 m ³ /h
Aluminium	1370	320 µg/l	1	0,384
Fer	1393	365 µg/l	1,139	0,438
Arsenic	1369	15 µg/l	0,046	0,018
Cadmium	1388	1 µg/l	0,003	0,001
Chrome	1389	25 µg/l	0,078	0,03
Cuivre	1392	25 µg/l	0,078	0,03
Manganèse	1394	500 µg/l	1,56	0,6
Nickel	1386	20 µg/l	0,062	0,024
Plomb	1382	25 µg/l	0,078	0,03
Zinc	1383	130 µg/l	0,4	0,156
Sulfates	1338	195 mg/l	608,4	234

L'exploitant procède aux analyses dans les conditions prévues aux articles 5.2.5.1, 5.2.5.2, 5.2.5.4 à 5.2.5.7 de l'arrêté préfectoral consolidé du 19 novembre 2015.

Article 5.2.5.9 – Asservissement du rejet aqueux vers le milieu au paramètre pH

Une sonde de pH est mise en place au droit du rejet de la carrière identifié à l'article 5.2.4 du présent arrêté. L'émissaire de rejet est équipé d'un dispositif de suivi et d'enregistrement en continu du pH.

En dehors de la plage de pH indiquée à l'article 5.2.3, avec une incertitude de +/- 0.2, tout rejet vers le milieu est arrêté via un dispositif d'asservissement automatique avec transmission de l'information au personnel compétent.

5.2.5.10 - Maintenance des dispositifs automatisés de traitement et de la surveillance en continu du pH

L'exploitant décrit dans une notice :

- le fonctionnement des dispositifs d'asservissement du rejet au pH et de traitement des rejets ;
- les suivis à réaliser afin d'assurer en tout temps le bon fonctionnement de ces dispositifs et comprend :
 - Une surveillance a minima hebdomadaire des dispositifs d'asservissement et de traitement et de leurs organes de pilotage (sondes pH, dispositif de fermeture opérationnel, contrôles visuels divers,...).
 - La vérification a minima mensuelle du dispositif de transmission de l'information au personnel compétent.

Les procédures de contrôle à mener par l'opérateur lors de ces suivis sont décrites ;

- les manipulations à réaliser par un opérateur compétent et les conditions à respecter afin de remettre en service les dispositifs de traitement et de rejet après un arrêt ou un dysfonctionnement.

Cette notice écrite est mise à jour autant que nécessaire.

L'exploitant désigne et forme plusieurs salariés susceptibles de se relayer pour intervenir sur les dispositifs d'asservissement ou de traitement. »

Article 3. Dispositions administratives

Article 3.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 3.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **20 MAI 2026**

Le préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

Arrêté n°2026-DCPATE-177

modifiant l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19 novembre 2015 autorisant la société CTCV à exploiter la Carrière de la Roche-Guillaume sur le territoire des communes de Landevieille et Saint-Julien des Landes

